LA REQUÊTE DE L'INDUSTRIE AMÉRICAINE POUR OBTENIR
L'IMPOSITION D'UN DROIT SUR LES EXPORTATIONS DE BOIS
D'OEUVRE CANADIEN

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, en guise de réplique au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je lui rappellerai simplement que l'honorable chef de l'Opposition a participé à pas mal plus de réunions du Groupe des Sept que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et son chef ne croiraient jamais possible d'assister.

Je poserai ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. D'après ce qu'on entendait dire à Washington ce matin, le secrétaire au Commerce, M. Baldrige projette de faire droit à la requête de l'industrie américaine du bois d'oeuvre, malgré les efforts déployés par l'ambassadeur Gotlieb pour éviter cette éventualité.

Est-ce que le premier ministre va intervenir personnellement auprès du président pour lui demander d'user de son pouvoir discrétionnaire pour écarter cette requête, même si, comme nous le savons, il n'a pas voulu le faire dans le cas de l'industrie du bardeau? Puisque cette fois il y a tant d'emplois et un secteur si important en jeu, il va sûrement intervenir.

● (1420)

M. le Président: A l'ordre.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député sait très bien, et ne devrait pas chercher à embrouiller l'opinion canadienne à ce sujet, que le gouvernement américain a très peu de latitude dans cette affaire. Au nom du Canada, l'ambassadeur Gotlieb, en consultation notamment avec les députés de Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe, de Mission—Port Moody et de Skeena, qui ont tous prêté leur concours pour que cette demande ait le maximum d'effet possible, a fait savoir aujourd'hui à Washington que nous considérons l'octroi de cette requête comme un déni de justice naturelle élémentaire. En fait, ce le sera à un double titre, puisque rien n'a changé substantiellement, ni dans les pratiques canadiennes ni dans le droit américain, depuis qu'une décision a été prise en 1983 sur le même sujet et dans le cadre de la même procédure.

M. Axworthy: Il est évident que nous partageons cet avis, mais cela ne changera rien au résultat. La procédure suit son cours.

L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE
COMMERCE

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Est-ce que le gouvernement n'a pas l'intention d'invoquer dans les formes l'article 22 ou 23 des accords du GATT, pour que cette initiative injuste des États-Unis puisse être ramenée dans le régime des échanges internationaux et que nous puissions faire jouer à plein l'action de la communauté internationale contre cette mesure inéquitable du gouvernement américain?

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, nous allons recourir à tout ce qui s'ouvre à nous. Nous allons entreprendre toutes démarches susceptibles de réussir, pour essayer de protéger l'industrie canadienne contre cette mesure et même contre l'incommodité d'une autre longue enquête, dont nous estimons qu'elle ne donnerait pas les résultats attendus par les Américains, mais qui va provoquer beaucoup d'appréhension au Canada dans le secteur concerné. J'ai confiance que dans les démarches que nous allons entreprendre, nous pourrions compter sur l'entier appui des députés, des gouvernements provinciaux, de l'industrie et des travailleurs, que nous avons cherché à faire participer à la démarche de ce matin, en sorte que s'il y avait le moindre doute à ce sujet, il soit bien clair que le Canada parle à l'unisson dans ce dossier pour la protection des intérêts canadiens.

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il n'ignore pas que notre ambassadeur, M. Gotlieb, a invoqué aujourd'hui, au nom du Canada, deux arguments juridiques. Compte tenu des mesures prises des deux côtés de la frontière, le secrétaire d'État peut-il nous dire si M. Gotlieb a également fait valoir aux Américains qu'ils devaient prouver leur bonne foi s'ils voulaient sérieusement poursuivre les négociations sur le libre-échange? C'était une bonne occasion de le leur faire comprendre.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ne pourrai pas vous confirmer si M. Gotlieb a invoqué ou non cet argument. Le député pose indirectement une question déjà posé directement à la Chambre quant à savoir si nous allions menacer les Américains de suspendre les pourparlers que nous menons dans l'intérêt du Canada si nous n'obtenons pas gain de cause au sujet de cette requête. La réponse est non, nous ne ferons pas cette menace, car nous croyons que ces pourparlers sont vraiment dans notre intérêt et que les événements de ces derniers jours démontrent à quel point la situation actuelle rend notre pays vulnérable et nous avons besoin d'un meilleur système.

M. Riis: Ce n'est pas ce que je voulais dire.

LA POSITION CANADIENNE

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, je demandais simplement au secrétaire aux Affaires extérieures si notre ambassadeur avait fait valoir aux États-Unis que s'ils voulaient la poursuite des négociations sur le libre-échange, il était temps qu'ils prouvent leur bonne foi en renonçant à donner suite à la requête visant à nous imposer des droits compensateurs?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ignore si l'ambassadeur du Canada a soulevé la question aujourd'hui. Si nous avons des ambassadeurs, c'est parce qu'ils peuvent faire certaines choses que le ministre des Affaires étrangères n'est pas libre de faire.